

Art. 6. Seuls les sinistrés disposant d'un numéro actif d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, sont pris en considération pour l'indemnisation des dégâts, visés à l'article 1^{er}.

Art. 7. L'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles, modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000, du 6 mai 2002 et du 8 novembre 2007, est appliqué dans le cadre du Règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 8. Le point 2°/1 du premier article, § 2, de l'arrête du Gouvernement flamand du 24 mai 1995 réglant le fonctionnement et la gestion du "Vlaams Fonds voor de Lastendelging" (Fonds flamand d'Amortissement des Charges), remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juin 2007, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 décembre 2017, est remplacé par le texte suivant :

"2°/1. Les charges causées par une calamité agricole, telle que mentionnée à l'article 2, § 1^{er}, 2°, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, et reconnue comme telle au plus tard le 1^{er} septembre 2019 par le Gouvernement flamand conformément à l'article 2, § 2, de la loi mentionnée ci-dessus, peuvent être entièrement imputées au Fonds;"

Art. 9. La ministre flamande qui a l'Agriculture dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 26 octobre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,
B. TOMMELEIN

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205565]

11 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en matière d'aménagement du temps de travail en fin de carrière

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre des Pensions, donné les 3 juillet 2017 et 22 mars 2018;

Vu le protocole de négociation n° 727 du Comité de secteur XVI, conclu le 10 juillet 2017;

Vu le rapport du 2 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 63.866 du Conseil d'Etat, donné le 6 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques, les articles 4, 5 et 16;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2005 octroyant une allocation pour risques aux agents qui participent habituellement aux opérations de terrain de l'unité anti-braconnage;

Considérant l'arrêté Gouvernement wallon du 19 février 2009 octroyant une allocation pour risques aux agents qui participent habituellement aux opérations de terrain de l'Unité de Répression des Pollutions;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne est complété par un article 211/1 rédigé comme suit :

« Art. 211/1. Par dérogation à l'article 211, la durée moyenne maximale du temps de travail pour des prestations à temps plein est ramenée à trente heures et vingt-quatre minutes par semaine si les conditions suivantes sont réunies :

1° relever du niveau C ou D sans être titulaire d'un grade d'encadrement;

2° avoir atteint l'âge de soixante ans;

3° occuper un emploi,

- soit pour lequel, depuis le 16 septembre 2016, le règlement d'ordre intérieur, dont il relève, prévoit des travaux tels que visés à l'article 4, 5° et 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques,

- soit pour lequel, depuis le 16 septembre 2016, une allocation visée à l'article 16, 2° et 3°, dudit arrêté est octroyée,

- soit pour lequel, depuis le 16 septembre 2016, des allocations visées respectivement par les arrêtés du Gouvernement wallon du 19 février 2009 octroyant une allocation pour risques aux agents qui participent habituellement aux opérations de terrain de l'Unité de Répression des Pollutions et du 8 décembre 2005 octroyant une allocation pour risques aux agents qui participent habituellement aux opérations de terrain de l'unité anti-braconnage sont octroyées;

4° bénéficiaire automatiquement, en raison de la pénibilité ou du risque encouru par l'accomplissement des tâches inhérentes à l'exercice de sa fonction, des allocations visées au 3°.

La diminution de la durée moyenne maximale du temps de travail s'accompagne d'une embauche compensatoire à due concurrence.

Le directeur général de la direction générale concernée décide, selon les nécessités du service, comment sont réparties les prestations hebdomadaires sur une moyenne mensuelle.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, l'agent qui exerce le métier de nettoyeur - technicien de surface ou le métier d'accompagnateur scolaire bénéficie d'une compensation horaire correspondant à un cinquième de la durée du travail. Cette compensation horaire est prise dans les limites des nécessités du service. ».

Art. 2. L'article 371, § 2, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant : « L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à l'agent visé à l'article 211/1. ».

Art. 3. Dans l'article 462, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « A l'exception de l'agent visé à l'article 211/1 » sont insérés avant les mots « l'agent occupé à temps plein ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel*

Art. 4. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} ne porte pas préjudice à la possibilité de proposer le poste aux lauréats d'une épreuve de sélection précédente, organisée pour la même direction générale et pour une même fonction et clôturée depuis moins d'un an. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ainsi que de contractuels dans le cadre de l'embauche compensatoire visée à l'article 211/1, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne » sont insérés entre les mots « et auxiliaires » et les mots « la commission de sélection ».

Art. 5. Dans l'article 5bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « ainsi que de contractuels dans le cadre de l'embauche compensatoire visée à l'article 211/1, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne » sont insérés entre les mots « contractuels auxiliaires » et les mots « le président ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VIIter rédigé comme suit :

« Chapitre VIIter - De la durée moyenne maximale du temps de travail

Art. 12septies. Les articles 211 et 211/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel. ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 8. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205565]

11. OKTOBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst und betreffend die Arbeitszeitregelung am Ende der Berufslaufbahn

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund der am 12. April 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 5. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 3. Juli 2017 und am 22. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Pensionen;

Aufgrund des am 10. Juli 2017 abgeschlossenen Protokolls Nr. 727 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Berichts vom 2. Juli 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 6. August 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.866 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten, Artikel 4, 5 und 16;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2005 zur Gewährung einer Risikozulage an die Bediensteten, die gewöhnlicherweise an Aktionen vor Ort der Anti-Wilddieberei-Einheit teilnehmen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Februar 2009 zur Gewährung einer Risikozulage an die Bediensteten, die gewöhnlicherweise an vor Ort durchgeführten Aktionen der Einheit zur Bekämpfung der Umweltverschmutzung teilnehmen;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Artikel 1 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch einen Artikel 211/1 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Art. 211/1 - In Abweichung von Artikel 211 wird die maximale durchschnittliche Arbeitszeit bei einer Vollzeitbeschäftigung auf dreißig Stunden und vierundzwanzig Minuten pro Woche verringert, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° der Stufe C oder D angehören, ohne dabei Inhaber eines Führungsgrads zu sein;

2° das Alter von sechzig Jahren erreicht haben;

3° eine Stelle bekleiden

- für die entweder seit dem 16. September 2016 in der auf sie anwendbaren allgemeinen Dienstordnung Arbeiten vorgesehen sind, die angeführt werden in Artikel 4 Ziffer 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten,

- oder für die seit dem 16. September 2016 eine in Artikel 16 Ziffern 2 und 3 des genannten Erlasses erwähnte Zulage gewährt wird,

- oder für die seit dem 16. September 2016 Zulagen gewährt werden, die jeweils in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Februar 2009 zur Gewährung einer Risikozulage an die Bediensteten, die gewöhnlicherweise an vor Ort durchgeführten Aktionen der Einheit zur Bekämpfung der Umweltverschmutzung teilnehmen, oder in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2005 zur Gewährung einer Risikozulage an die Bediensteten, die gewöhnlicherweise an Aktionen vor Ort der Anti-Wilddieberei-Einheit teilnehmen, angeführt werden;

4° aufgrund der Schwere oder der Gefahr, die mit der Verrichtung der Aufgaben im Rahmen der Amtsausübung verbunden ist, automatisch in den Genuss der in Ziffer 3 genannten Zulagen gelangen.

Die Verringerung der maximalen durchschnittlichen Arbeitszeit geht mit einer entsprechenden zum Ausgleich erfolgten Einstellung einher.

Der Generaldirektor der betreffenden Generaldirektion entscheidet nach Maßgabe der Erfordernisse des Dienstes, wie die wöchentlichen Leistungen über den Monatsdurchschnitt zu verteilen sind.

Abweichend von den Absätzen 2 und 3 hat ein als Reinigungskraft - Raumpfleger oder schulische Begleitperson tätiger Bediensteter Anspruch auf einen Zeitausgleich in Höhe von einem Fünftel der Arbeitszeit. Dieser Zeitausgleich erfolgt im unter Berücksichtigung der Erfordernisse des Dienstes."

Art. 2 - Artikel 371 § 2 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ergänzt: "Absatz 1 ist auf den in Artikel 211/1 erwähnten Bediensteten nicht anwendbar."

Art. 3 - In Artikel 462 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Der vollzeitbeschäftigte Bedienstete kann" durch die Wortfolge "Mit Ausnahme des in Artikel 211/1 erwähnten Bediensteten kann der vollzeitbeschäftigte Bedienstete" ersetzt.

KAPITAL II. — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder*

Art. 4 - Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Absatz 1 beeinträchtigt nicht die Möglichkeit, den erfolgreichen Prüfungsteilnehmern eines früheren Auswahlverfahrens, das für dieselbe Generaldirektion und dieselbe Funktion organisiert wurde und vor weniger als einem Jahr abgeschlossen wurde, die Stelle vorzuschlagen;"

2° in Paragraph 3 Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "sowie von Ersatz- und Hilfsvertragspersonal" und die Wortfolge "setzt sich der Auswahlausschuss" die Wortfolge "und von Vertragspersonal im Rahmen der zum Ausgleich erfolgten Einstellung gemäß Artikel 211/1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes" eingefügt.

Art. 5 - In Artikel 5bis § 1 Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 wird zwischen den Begriff "Hilfsvertragspersonal" und die Wortfolge "schlägt der Vorsitzende des Auswahlausschusses" die Wortfolge "sowie von Vertragspersonal im Rahmen der zum Ausgleich erfolgten Einstellung gemäß Artikel 211/1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes" eingefügt.

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Kapitel VIIIter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel VIIIter - Maximale durchschnittliche Arbeitszeit

Art. 12septies - Die Artikel 211 und 211/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind auf die Mitglieder des Vertragspersonals anwendbar."

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Art. 8 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Oktober 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205565]

11 OKTOBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat inzake organisatie van de arbeidstijd aan het einde van de loopbaan

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 april 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister der Pensioenen, gegeven op 3 juli 2017 en 22 maart 2018;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 727 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 10 juli 2017;

Gelet op het rapport van 2 juli 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 63.866 van de Raad van State, gegeven op 6 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken, de artikelen 4, 5 en 16;

Gelet op het besluit van 8 december 2005 tot toekenning van een risicotoelage aan de ambtenaren die regelmatig deelnemen aan de veldopdrachten van de anti-stroperij eenheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 februari 2009 tot toekenning van een risicotoelage aan de personeelsleden die doorgaans deelnemen aan de terreinoperaties van de "Unité de Répression des Pollutions" (Eenheid Bestraffing Verontreinigingen);

Gelet op het besluit van 8 december 2005 tot toekenning van een risicotoelage aan de ambtenaren die regelmatig deelnemen aan de veldopdrachten van de anti-stroperij eenheid;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Artikel 1. Het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode wordt aangevuld met een artikel 211/1, luidend als volgt :

"Art. 211/1. In afwijking van artikel 211 wordt de maximale gemiddelde duur van de werktijd voor voltijdse prestaties teruggebracht tot dertig uur en vierentwintig minuten per week indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° van niveau C of D zijn en niet houder zijn van een begeleidingsgraad;

2° de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt;

3° een betrekking bekleden,

- hetzij waarvoor, sinds 16 september 2016, het huishoudelijk reglement, waaraan zij onderworpen is, in werken voorziet zoals bedoeld in artikel 4, 5° en 6° van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken,

- hetzij waarvoor, sinds 16 september 2016, een toelage bedoeld in artikel 16, 2° en 3°, van bedoeld besluit, wordt toegekend,

- hetzij waarvoor, sinds 16 september 2016, toelagen die respectievelijk zijn bedoeld bij de besluiten van de Waalse Regering van 19 februari 2009 tot toekenning van een risicotoelage aan de personeelsleden die doorgaans deelnemen aan de terreinoperaties van de "Unité de Répression des Pollutions" (Eenheid Bestrafing Verontreinigingen) en van 8 december 2005 tot toekenning van een risicotoelage aan de ambtenaren die regelmatig deelnemen aan de veldopdrachten van de anti-stroperij eenheid, worden toegekend;

4° automatisch in aanmerking komen voor de toelagen bedoeld in 3° wegens de zwaarte of het risico verbonden met de uitvoering van de taken die inherent zijn aan de uitoefening van zijn functie.

De vermindering van de maximale gemiddelde duur van de werktijd gaat gepaard met een compenserende indienstneming in evenredige maat.

De directeur-generaal van het betrokken directoraat-generaal beslist, naar gelang van de behoeften van de dienst, over de verdeling van de wekelijkse dienstverleningen over een maandelijks gemiddelde.

In afwijking van het tweede en van het derde lid komt het personeelslid dat het beroep van schoonmaker - oppervlaktetechnicus of van leerlingenbegeleider uitoefent, in aanmerking voor een tijdcompensatie die met een vijfde van de arbeidsduur overeenstemt. Deze tijdcompensatie wordt genomen rekening houdende met de behoeften van de dienst."

Art. 2. Artikel 371, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid: "Het eerste lid is niet van toepassing op het in artikel 211/1 bedoelde personeelslid. "

Art. 3. In artikel 462, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "De ambtenaar die voltijds werkt kan kiezen" vervangen door de woorden "Met uitzondering van de ambtenaar bedoeld in artikel 211/1, kan de ambtenaar die voltijds werkt, kiezen".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden*

Art. 4. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"Het eerste lid doet geen afbreuk aan de mogelijkheid om de post aan de geslaagde kandidaten van een eerdere selectieproef aan te bieden, die voor hetzelfde directoraat-generaal en voor dezelfde functie is georganiseerd en die sinds minder dan een jaar is afgesloten.";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden ", alsook contractuelen in het kader van de compenserende indienstneming bedoeld in artikel 211/1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode" ingevoegd tussen de woorden "en contractuele hulpkrachten" en de woorden ", bestaat de selectiecommissie uit".

Art. 5. In artikel 5bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de woorden ", alsook contractuelen in het kader van de compenserende indienstneming bedoeld in artikel 211/1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode" ingevoegd tussen de woorden "en contractuele hulpkrachten" en de woorden ", raadpleegt de voorzitter".

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIIIter ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk VIIIter - Maximale gemiddelde duur van de werktijd

Art. 12septies. De artikelen 211 en 211/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden."

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 oktober 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI